

N° 51 du 22 octobre 2010

Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

**Intersyndicale du 21 octobre 2010
Journées de mobilisation des 28 octobre et 6 novembre**

L'intersyndicale du 21 octobre a décidé des mobilisations du jeudi 28 octobre et du samedi 6 novembre. FO et Solidaires ne sont pas signataires du communiqué intersyndical. FO reste sur sa ligne : grève et retrait de la loi. Solidaires ne veut pas être signataire d'un texte qui affirme, en particulier, que « les mobilisations syndicales unitaires » doivent « respecter les biens et les personnes ».

Le communiqué intersyndical (ci-dessous) est un point d'appui important dans la conduite des intersyndicales à tous les niveaux. Les non signataires, s'ils peuvent se raccrocher aux mobilisations du 28 octobre et du 6 novembre, ne peuvent pas en être des organisateurs.

En ce qui concerne les initiatives locales diverses, contrairement à ce que voulaient Solidaires et la FSU, le communiqué ne soutient pas les « innombrables initiatives locales ». Le précédent communiqué intersyndical qui insistait sur le respect de la démocratie dans les décisions d'action (ce qui conduit en particulier aux votes à bulletin secret dans les AG) et celui du 21 qui met l'accent sur le respect des biens et des personnes doivent permettre d'encadrer les initiatives en évitant radicalité et débordements. Ils sont, le cas échéant, des supports pour expliquer pourquoi on n'y est pas.

Les actions décidées le sont dans la perspective de la promulgation de la loi. Cela sous-entend, comme le dit la CFDT, qu'après cette promulgation, l'intersyndicale devra bien reconnaître que nous serons dans une autre configuration puisque nous ne voulons ni aller sur la contestation de la légitimité parlementaire, ni sur l'affrontement avec la présidence de la République.

Enfin, le communiqué fait référence aux problèmes d'emploi, de salaires, de conditions de travail, d'avenir des jeunes qui sont aussi des motivations des salariés

dans les mobilisations actuelles, mais en renvoyant à une prise en charge décalée par rapport au conflit des retraites pour éviter tout amalgame ou toute action globalisante.

UNSA, CFTC, comme la CFDT reconnaissent que les mobilisations du 19 octobre marquent une baisse de la participation des salariés. Solidaires et FSU ont de plus en plus de mal à justifier leur stratégie de grèves reproductibles qui est en échec.

Communiqué CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA

Les journées du samedi 16 et du mardi 19 octobre 2010 confirment que la mobilisation est ancrée dans la durée à un haut niveau. Ce sont des millions de salariés qui dans le cadre de ces 6 journées d'action depuis début septembre affirment vouloir une autre réforme des retraites juste et efficace et l'ouverture de négociations avec les syndicats.

L'ampleur des mobilisations confirme qu'au-delà de la réforme des retraites, l'emploi, les salaires, les conditions de travail mais aussi l'avenir des jeunes sont restés sans réponses efficaces notamment depuis l'aggravation des situations liée à la crise financière de 2008. Les organisations syndicales conviennent de travailler ensemble sur ces questions dans les semaines à venir afin d'interpeller le gouvernement et le patronat.

Différents sondages réalisés ces derniers jours confirment que le mouvement recueille un très large appui de la population confirmant que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites.

Les organisations syndicales appellent leurs organisations à poursuivre leurs mobilisations afin de rassembler le plus grand nombre et d'amplifier le soutien de l'opinion publique. Elles appellent leurs organisations dans les territoires, les entreprises, les administrations à poursuivre les initiatives unitaires. Elles veilleront au respect des biens et des personnes.

Le gouvernement porte la responsabilité pleine et entière de la poursuite de la mobilisation compte tenu de son attitude intransigeante, de son absence d'écoute et de ses provocations à répétition. Il ne peut pas répondre à la situation actuelle par le déni et la répression.

Les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et les parlementaires à ne pas adopter cette réforme en l'état.

Les organisations syndicales confirment que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites.

Fortes du soutien des salariés, des jeunes et d'une majorité de la population et face à une attitude intransigeante du gouvernement et du chef de l'Etat, les organisations syndicales décident de continuer et d'élargir la mobilisation.

Elles décident de deux nouvelles journées de mobilisation :

- le jeudi 28 octobre : une journée nationale de grèves et de manifestations dans la semaine du vote au Parlement.
- le samedi 6 novembre : une journée de mobilisations et de manifestations avant la promulgation de la loi par le chef de l'Etat.

Les organisations syndicales se retrouveront le 4 novembre.

Le 21 octobre 2010